RECTORAT DE L'ACADÉMIE DE BORDEAUX
DSDEN DE LA GIRONDE · DSDEN 33

ÉTAT DES LIEUX DU DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Département de la Gironde — Année scolaire 2024–2025

Analyse du dispositif MLDS/PSAD · Conformité aux cadres de référence · Recommandations opérationnelles

À l'attention de :

Mme/M. le/la Recteur·trice de l'académie de Bordeaux
Mme/M. le/la Directeur·trice académique des services de l'Éducation nationale de la Gironde (DASEN 33)
Mme/M. l'Inspecteur·trice de l'Éducation nationale chargé·e de l'orientation (IEN-IO Gironde)

Auteur : Francisco Martin-Gomez, chercheur-consultant en analyse éducative (IRIT/CNRS, Université de Toulouse)
Mission : État des lieux et conformité aux cadres internationaux (SDG4/UNESCO/UNICEF) — Gironde 2024–25
Date : Juillet 2025 · Statut : Document de travail à usage interne

Note d'usage

Ce document présente une analyse du dispositif de suivi et d'accompagnement des décrocheurs en Gironde pour l'année scolaire 2024–25, fondée sur les données agrégées mensuelles issues du SIEI/RIO (établissements MEN) et des données de référence nationales et européennes. Les données opérationnelles sont utilisées à des fins d'analyse institutionnelle dans le strict cadre de la mission confiée. Le mandat de ce rapport portait à la fois sur l'examen des politiques ministérielles de prévention du décrochage scolaire et sur une évaluation de la conformité avec les cadres internationaux (ODD 4, Éducation 2030 de l'UNESCO). Le rapport ne constitue pas un document d'évaluation des personnels.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Quatre constats, quatre priorités d'action

☑ CONSTAT 1 — Le dispositif de repérage fonctionne. La Gironde dispose d'un système SIEI opérationnel, déployé dans les 10 ZAP, avec des campagnes mensuelles permettant un suivi infra-annuel de la file active. En septembre 2024, 866 reports de l'année précédente attestent d'une continuité de suivi inter-annuelle. L'amplitude du repérage (4 542 jeunes identifiés côté MEN en juin 2025, +17 % sur l'année) traduit une réelle montée en puissance de la détection.

⚠ CONSTAT 2 — L'écart entre détection et ré-engagement est structurel. Le taux de continuité de suivi (TCS) converge vers 99 % en juin 2025 : les jeunes non résolus à mi-année restent dans le système sans trouver de solution. L'accompagnement MLDS plafonne à 130–160 dossiers actifs simultanément dès janvier, reflétant une contrainte de capacité. Le taux de portée MLDS reste à 3,5 % de la file identifiée — soit 1 jeune sur 28.

⚠ CONSTAT 3 — La file se stratifie et se durcit au fil de l'année. La bifurcation identifiée en octobre/novembre (résolution rapide des « absents de rentrée ») s'efface au profit d'un résidu persistant à partir de février. 95,3 % de la file de juin est composée de jeunes sans aucune qualification de niveau V — population à risque NEET élevé. La surreprésentation croissante des lycéens professionnels (LP : 44,6 % → 50,9 %) confirme que c'est la voie professionnelle qui concentre le décrochage persistant.

🎯 CONSTAT 4 — Le taux de résolution effective est sous-documenté. L'estimation par proxy régional suggère environ 690 solutions trouvées pour la Gironde sur l'année (27,4 % des 2 518 solutions régionales), soit un taux de résolution de l'ordre de 16–17 % de la file annuelle. Ce chiffre, bien que partiel, souligne à la fois l'effort de mobilisation des acteurs et l'ampleur du besoin non couvert. L'absence d'un indicateur de résolution mensuel au niveau département constitue la principale lacune du dispositif de pilotage actuel.

→ Le présent rapport développe ces quatre constats et formule six recommandations opérationnelles destinées à renforcer la capacité de ré-engagement et la qualité du pilotage départemental.

1. CONTEXTE ET CADRE DE L'ANALYSE

1.1 Le dispositif national et son déploiement en Gironde

La lutte contre le décrochage scolaire s'inscrit en France dans un cadre légal et institutionnel structuré autour de trois axes complémentaires : la prévention en établissement (GPDS), la détection systématique des sorties sans qualification (SIEI/PSAD), et la remédiation via les réseaux FOQUALE et la MLDS. En Gironde, ce dispositif est organisé autour de 10 zones d'animation pédagogique (ZAP), chacune dotée d'un réseau FOQUALE animé par un chef d'établissement nommé par le recteur. La MLDS est présente dans l'ensemble des ZAP, avec 22 pôles relais insertion (PRI) répartis sur le territoire girondin.

Le département se distingue par deux postes de Référents Orientation — contre un seul dans les autres départements de l'académie — témoignant d'une reconnaissance institutionnelle de l'enjeu territorial spécifique à la Gironde, département le plus peuplé et le plus hétérogène de l'académie de Bordeaux.

1.2 Objectifs et périmètre de l'analyse

La présente analyse porte sur **l'année scolaire 2024–25**, à partir des données agrégées mensuelles du SIEI pour les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale (MEN) en Gironde. Ces données représentent **~93 %** de la file active totale (MEN + Agriculture). L'analyse poursuit trois objectifs : (1) dresser un état des lieux opérationnel du dispositif de suivi ; (2) identifier les points forts et les tensions structurelles ; (3) formuler des recommandations opérationnelles pour le renforcement du pilotage et du ré-engagement.

Périmètre	Valeur
Année scolaire analysée	2024–2025 (septembre 2024 – juin 2025)
Source des données	SIEI / RIO — agrégats mensuels DSDEN 33 (MEN)
Couverture	~93 % de la file totale (MEN ; Agriculture : ~7 % non inclus)
ZAP couvertes	10 ZAP de la Gironde (sur 27 dans l'académie)
Indicateurs calculés	File active, TCS, taux de sortie, portée MLDS, niveau V, type d'établissement
Données de référence	DEPP 2024–25, Eurostat 2024, Académie de Bordeaux (sources publiques)

2. LES POINTS FORTS DU DISPOSITIF

Le dispositif girondin présente plusieurs caractéristiques qui méritent d'être explicitement reconnues avant d'aborder les points de vigilance. Un rapport d'état des lieux qui ne souligne pas les réussites du système perd sa crédibilité auprès des équipes de terrain — et sous-estime le travail réel accompli.

☑ Un repérage systématique et continu. La mise en œuvre des campagnes SIEI mensuelles en Gironde dépasse le minimum réglementaire. La disponibilité d'une série infra-annuelle de 10 mois, désagrégée par genre, type d'établissement et niveau de qualification, témoigne d'un effort de remontée de données cohérent et structuré. Peu de départements disposent d'une granularité mensuelle complète sur l'ensemble d'une année scolaire.

- Une résolution rapide des profils simples. En octobre 2024, 24 % des jeunes de la file précédente ont quitté le système dans le mois — chiffre très élevé qui reflète l'efficacité du premier contact pour les « absents de rentrée ». Ce taux de résolution spontanée précoce est un indicateur de santé du dispositif : il signifie que les acteurs (chefs d'établissement, référents décrochage, PSAD) contactent rapidement les jeunes identifiés et que les problèmes les plus simples (réinscription, changement d'établissement) sont traités dans les délais.

- Une continuité inter-annuelle assurée. Les 866 reports enregistrés à la rentrée de septembre 2024 (jeunes déjà suivis en 2023–24 et n'ayant pas trouvé de solution) témoignent d'un suivi effectif qui ne « repart de zéro » pas chaque année scolaire. Ce report est un mécanisme sain : il garantit que les cas complexes non résolus en fin d'année restent dans le système de surveillance.

- Une force de frappe MLDS réelle. L'académie de Bordeaux conduit chaque année environ 1 500 entretiens de situation via les CIO, avec un taux de reprise en formation de 65 % et une orientation en apprentissage de 14 %. En Gironde, la MLDS anime 22 Pôles Relais Insertion (PRI) couvrant l'ensemble des ZAP. La montée en charge progressive des dossiers MLDS actifs (69 en septembre 2024 → 159 en juin 2025, +130 %) illustre une mobilisation croissante sur l'année.

- Un ancrage territorial solide. L'existence de 2 Référents Orientation (contre 1 ailleurs), d'un micro-lycée numérique à Talence, de 2 sites E2C en Gironde (Bordeaux et Coutras) et du centre EPIDE de Bordeaux constitue un écosystème de seconde chance géographiquement diversifié. La Gironde dispose d'un portefeuille de solutions plus étoffé que la moyenne académique.

3. DYNAMIQUE INFRA-ANNUELLE DE LA FILE

3.1 Vue d'ensemble : une file qui croît malgré les sorties

Sur l'ensemble de l'année scolaire 2024–25, la file active MEN est passée de 3 874 jeunes en septembre à 4 542 en juin, soit une augmentation nette de 668 jeunes (+17,2 %). Cette progression s'est produite malgré 2 652 sorties enregistrées du système de suivi — signifiant que les nouvelles détections ont continué à excéder le volume des sorties tout au long de l'année.

4 542	**+17,2 %**	**3 320**	**2 652**
File active juin 2025	**Croissance annuelle**	**Nouvelles détections**	**Sorties du système**
jeunes identifiés MEN	*sept 2024 → juin 2025*	*octobre 2024 – juin 2025*	*résolutions + réinscriptions*

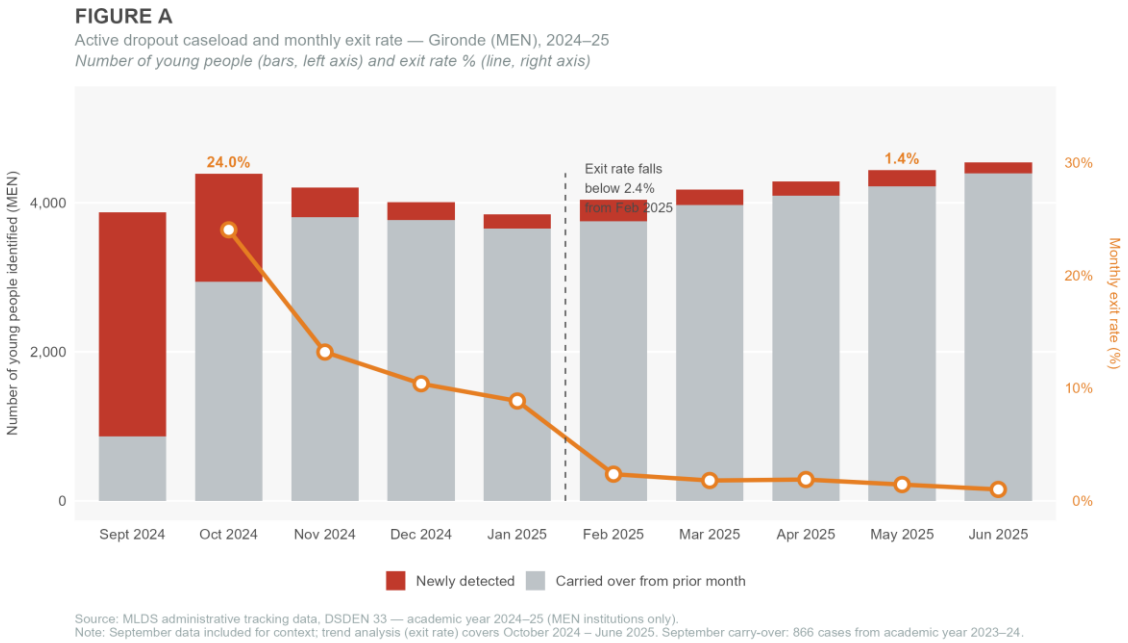


Figure 1 — File active mensuelle et taux de sortie (Gironde MEN, 2024–25)

Barres : jeunes reconduits (gris) et nouvellement détectés (rouge). Courbe orange : taux de sortie mensuel (axe droit).

3.2 La bifurcation structurelle : deux populations, deux dynamiques

La donnée la plus significative de cette analyse est la bifurcation observée entre les deux phases de l'année scolaire. Cette bifurcation n'est pas un artefact statistique — elle correspond à une réalité de terrain bien connue des équipes MLDS.

Phase 1 — Rentrée (septembre–janvier) : résolution rapide des profils simples

Le taux de sortie mensuel démarre à 24,0 % en octobre et décroît rapidement : 13,2 % en novembre, 10,4 % en décembre, 8,9 % en janvier. Ces sorties correspondent principalement aux « absents de rentrée » — jeunes qui n'ont pas repris leur scolarité en septembre mais qui, une fois contactés, se réinscrivent rapidement dans leur établissement d'origine, changent d'établissement, rejoignent une formation en alternance ou régularisent une situation administrative. Ce sous-groupe représente environ 2 000 à 2 500 jeunes sur la phase septembre–janvier.

Phase 2 — Consolidation (février–juin) : durcissement de la file résiduelle

À partir de février 2025, le taux de sortie mensuel s'effondre sous 2,4 % et converge vers 1,0 % en juin. Le taux de continuité de suivi (TCS) atteint 97,6 % en février et 99,0 % en juin — signifiant que pratiquement tous les jeunes encore dans le système en juin y étaient déjà le mois précédent. Cette convergence vers 99 % est le signal d'un stock résiduel de cas complexes pour lesquels la résolution spontanée est devenue structurellement improbable sans intervention directe et soutenue.

3.3 Données mensuelles détaillées

Mois	File active	Nouv. détectés	Taux sortie	TCS	Accomp. MLDS	Portée (%)

Sept 2024	3 874	3 008 [1]	—	—	69	1,8 %
Oct 2024	4 389	1 446	24,0 %	76,0 %	117	2,7 %
Nov 2024	4 207	397	13,2 %	86,8 %	127	3,0 %
Déc 2024	4 010	240	10,4 %	89,6 %	132	3,3 %
Janv 2025	3 844	189	8,9 %	91,1 %	133	3,5 %
Févr 2025	4 042	289	2,4 %	97,6 %	133	3,3 %
Mars 2025	4 177	208	1,8 %	98,2 %	134	3,2 %
Avr 2025	4 286	188	1,9 %	98,1 %	145	3,4 %
Mai 2025	4 440	216	1,4 %	98,6 %	153	3,4 %
Juin 2025	4 542	147	1,0 %	99,0 %	159	3,5 %

[1] Septembre inclut 866 reports de l'année 2023–24. TCS = taux de continuité de suivi. La portée MLDS est calculée sur la file MEN.

4. L'ÉCART ENTRE DÉTECTION ET ACCOMPAGNEMENT

4.1 Un plafond capacitaire atteint dès janvier

L'accompagnement MLDS actif a progressé de 69 dossiers en septembre 2024 à 159 en juin 2025, soit une multiplication par 2,3 sur l'année. Malgré cette montée en charge, le ratio de portée MLDS — nombre d'accompagnements actifs rapporté à la file identifiée — s'est stabilisé à 3,3–3,5 % à partir de janvier, sans augmentation notable malgré la croissance continue de la file. Ce plateau est le signal d'un plafond de capacité, non d'une saturation de la demande.

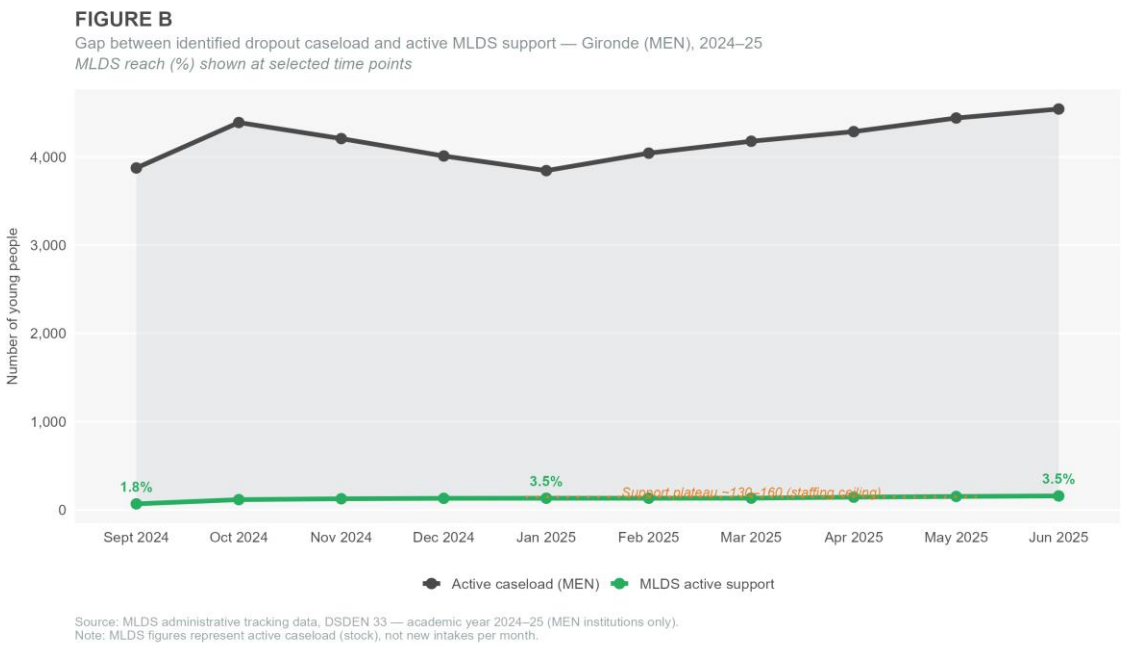


Figure 2 — Écart entre file identifiée et accompagnement MLDS (Gironde MEN, 2024–25)

Axe Y : nombre de jeunes. Le ruban gris illustre l'écart d'intervention. Portée MLDS (%) indiquée à 3 temps clés.

Lecture institutionnelle du plateau MLDS

Le plafonnement à ~130–160 dossiers actifs simultanément ne traduit pas un désengagement des équipes MLDS — il reflète une réalité structurelle de dimensionnement des effectifs. La MLDS de l'académie de Bordeaux opère avec des effectifs connus pour être « à la limite » (terme utilisé dans les bilans internes), sans renforcement depuis plusieurs années malgré la croissance démographique de la Gironde (+9,1 % de la population des 2–19 ans ces dix dernières années). Un dossier MLDS représente un accompagnement individualisé substantiel : entretien de situation, élaboration d'un parcours, coordination avec les Missions Locales et les CIO, suivi sur plusieurs semaines. Augmenter mécaniquement le nombre de dossiers sans augmenter les effectifs dégraderait la qualité de l'accompagnement et contreproduirait l'objectif de résolution.

4.2 Estimation du taux de résolution effectif

En l'absence de données de solutions mensuelles désagrégées pour la Gironde, un proxy démographique a été appliqué. La Gironde représente environ 27,4 % de la population de la grande région académique (Nouvelle-Aquitaine). Sur 2 518 solutions enregistrées au niveau régional pour 2024–25, la part girondine estimée est d'environ 690 solutions.

~690	~16,5 %	1 sur 6
Solutions estimées (Gironde)	**Taux de résolution estimé**	**Jeunes trouvant une solution**
proxy 27,4 % de 2 518 solutions régionales	*sur 4 186 jeunes uniques identifiés*	*parmi ceux identifiés sur l'année*

Note méthodologique : *Ce chiffre est une estimation proxy et doit être interprété avec précaution. Il sous-estime probablement les résolutions non enregistrées dans le SIEI (réinscriptions spontanées, apprentissage non signalé). Il reste néanmoins indicatif de l'ordre de grandeur de l'efficacité du système, et constitue un plancher.*

5. PROFIL DE LA FILE PERSISTANTE

5.1 Une file qui concentre les non-qualifiés

En juin 2025, 95,3 % des jeunes de la file active MEN (soit 4 327 sur 4 542) n'avaient obtenu aucune qualification de niveau V (CAP/BEP), seuil minimal associé à une insertion durable sur le marché du travail. Cette proportion a progressé de 92,5 % en octobre à 95,3 % en juin : les quelques jeunes disposant d'une qualification partielle ont trouvé une solution plus rapidement que les non-qualifiés, ce qui confirme que la file résiduelle de fin d'année est composée de profils cumulant absence de qualification et situations complexes.

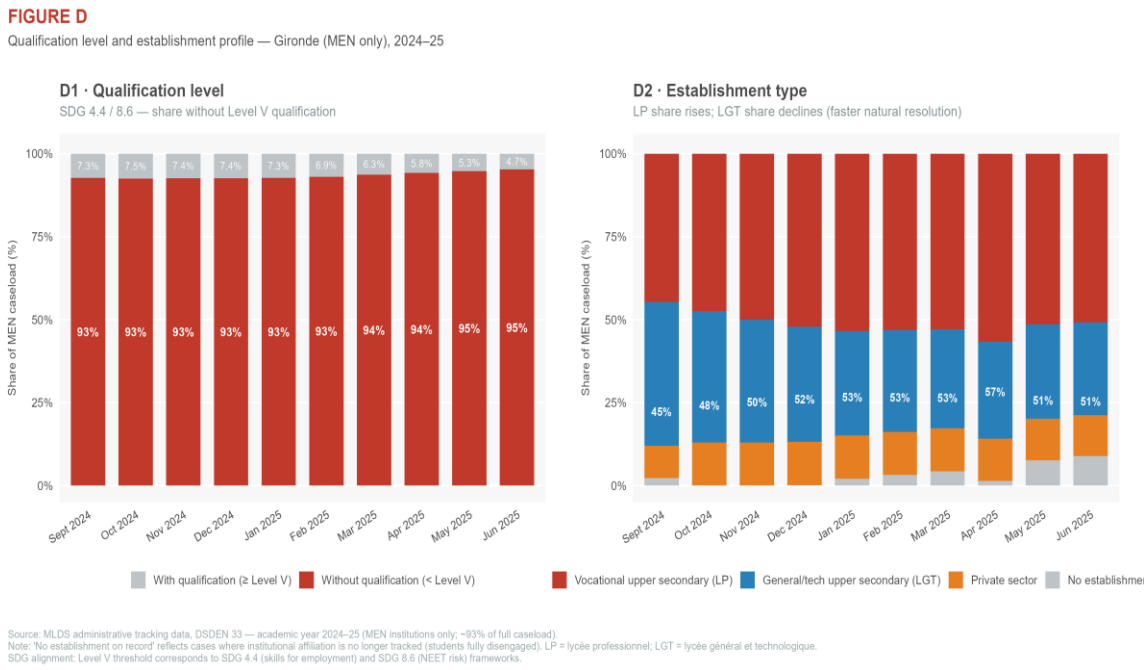


Figure 3 — Niveau de qualification et type d'établissement (Gironde MEN, 2024–25)

D1 (gauche) : part sans niveau V, par mois. D2 (droite) : composition par type d'établissement. LP = lycée professionnel.

5.2 La surreprésentation croissante de la voie professionnelle

La part des lycéens professionnels (LP) dans la file active est passée de 44,6 % en septembre à 50,9 % en juin, pendant que la part des lycéens de la voie générale et technologique (LGT) régressait de 43,3 % à 27,9 %. Cette évolution n'est pas surprenante — elle est cohérente avec les données nationales d'absentéisme (DEPP 2025 : 17 % d'absentéisme en LP contre 7 % en LGT) et avec le profil de risque plus élevé de la voie professionnelle. Elle suggère néanmoins que la réforme du lycée professionnel et ses dispositifs spécifiques (Tous droits ouverts, Ambition Emploi, déployés à la rentrée 2023) n'ont pas encore produit d'effet mesurable sur la composition de la file persistante.

5.3 Genre : une asymétrie à surveiller

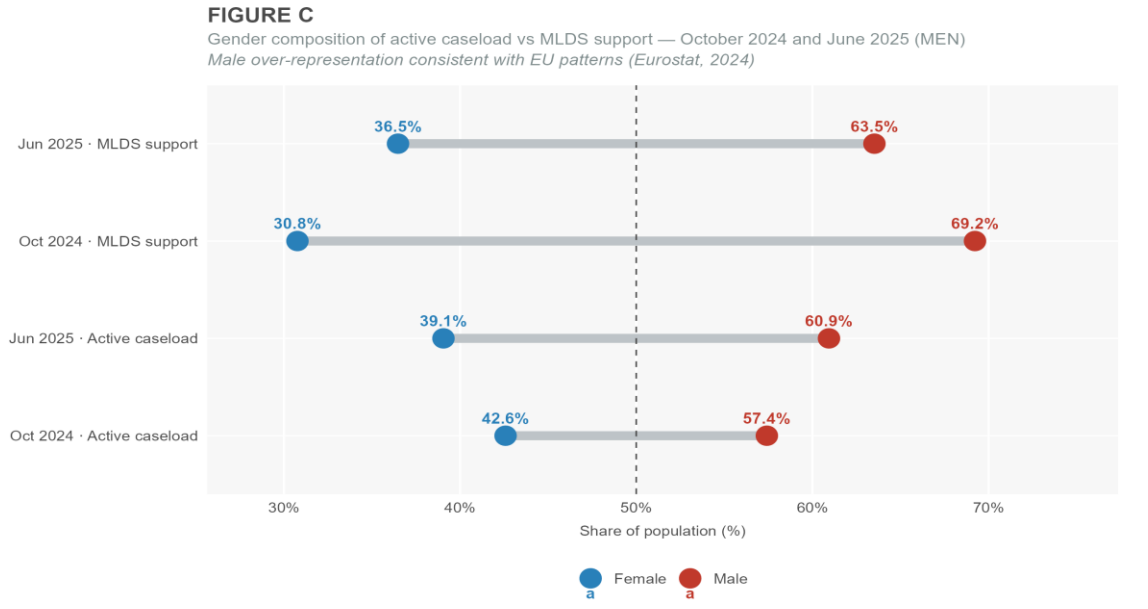


Figure 4 — Composition par genre : file active et accompagnement MLDS (oct. 2024 et juin 2025)
Les garçons représentent 57,4 % de la file en octobre et 60,9 % en juin. Les filles sont légèrement sous-représentées en accompagnement MLDS (36,5 % des accompagnements vs 39,1 % de la file).

La surreprésentation masculine dans la file (60,9 % en juin) est cohérente avec les tendances nationales et européennes (taux de sorties précoces UE : 10,9 % garçons vs 7,7 % filles, Eurostat 2024). Plus préoccupant est l'écart de 2,6 points entre la part des filles dans la file (39,1 %) et dans l'accompagnement MLDS (36,5 %). Cet écart, bien que modeste en valeur absolue, interroge la capacité du dispositif à identifier et atteindre les trajectoires de décrochage féminin, typiquement plus discrètes (retrait progressif, absentéisme ponctuel, grossesse) que le décrochage masculin.

6. CONFORMITÉ AUX CADRES DE RÉFÉRENCE INTERNATIONAUX

Le dispositif girondin s'inscrit dans un cadre légal national (Code de l'éducation, obligation de formation 16–18 ans, droit au retour en formation qualifiante) lui-même aligné sur les engagements internationaux de la France, notamment les Objectifs de développement durable et les cadres UNESCO/UNICEF. L'analyse de conformité révèle un alignement global solide, assorti de points de vigilance opérationnels.

Engagement / cible	Dispositif correspondant en Gironde	Niveau de conformité	Point de vigilance
ODD 4.1.2 — Achèvement secondaire	SIEI mensuel, PSAD, réseaux FOQUALE	☑ Conforme	File croissante : détection > résolution
ODD 4.3 — Accès EFTP / seconde chance	22 PRI, E2C Bordeaux/Coutras, microlycée Talence	☑ Conforme	Capacité d'accueil à documenter
ODD 4.4 — Qualification	Accompagnement vers niveau V (CAP/BEP)	⚠ Partiel	95,3 % sans niv. V : gap de qualification massif
ODD 4.5 — Parité de genre	Suivi désagrégé F/G dans le SIEI	⚠ À renforcer	Sous-représentation féminine en accompagnement
ODD 8.6 — Réduction du taux de NEET	Obligation de formation 16–18, PSAD, ML	⚠ Partiel	File résiduelle non résolue = NEET latent

Lectura critique : conformité légale ≠ effectivité opérationnelle

La France dispose d'un cadre légal parmi les plus complets d'Europe pour la prévention du décrochage. La Gironde en applique les dispositions. Cependant, comme le soulignent les cadres de suivi internationaux (Commission européenne, 2013 ; UNESCO, 2015), l'alignement avec les engagements globaux se mesure non seulement à travers les dispositions légales, mais à travers la capacité des systèmes à transformer ces garanties en continuité effective des parcours. Le principal écart observé en Gironde n'est pas un écart de conformité légale — il est un écart de capacité d'intervention.

7. RECOMMANDATIONS OPÉRATIONNELLES

Les six recommandations suivantes sont hiérarchisées par priorité et réalisme opérationnel. Elles visent à renforcer la chaîne détection → accompagnement → résolution, sans remettre en cause l'architecture institutionnelle existante.

R1 **Institutionnaliser le Taux de Continuité de Suivi (TCS) comme indicateur de pilotage mensuel [PRIORITAIRE]**

↳ Le TCS (proportion des cas actifs comprenant des jeunes déjà connus du mois précédent) est calculable directement depuis les remontées RIO sans coût supplémentaire. Sa publication mensuelle dans le tableau de bord académique permettrait de suivre en temps réel le durcissement ou l'allègement de la file, et d'ajuster les ressources d'accompagnement en conséquence. Cible à définir : un TCS supérieur à 95 % en avril–mai devrait déclencher une revue de la dotation MLDS pour le trimestre suivant.
Acteur pilote : DSDEN 33 / DEP académique

R2 **Créer un indicateur de résolution mensuel au niveau départemental [PRIORITAIRE]**

↳ L'absence d'un taux de résolution mensuel désagrégé pour la Gironde est la principale lacune du système de pilotage actuel. La triangulation des données SIEI avec les retours MLDS et PSAD permettrait de calculer un taux de résolution mensuel (solutions apportées / jeunes nouvellement identifiés). Ce chiffre, même approximatif, transformerait le dispositif de suivi en instrument de pilotage par les résultats. À confier à la coordination académique MLDS en lien avec la DEP.
Acteur pilote : Coordinatrice académique MLDS / DEP académique

R3 **Renforcer le dispositif d'accompagnement des profils LP persistants [COURT TERME]**

↳ La surreprésentation croissante des lycéens professionnels dans la file de seconde moitié d'année (50,9 % en juin) appelle un ciblage spécifique. Les dispositifs Tous droits ouverts et Ambition Emploi doivent être systématiquement mobilisés dès janvier pour les LP présents dans le SIEI depuis plus de 90 jours. Un partenariat renforcé avec les branches professionnelles et les CFA (identification de places d'apprentissage courtes pour les 16–18 ans) constitue la piste de résolution la plus réaliste pour ce sous-groupe.
Acteur pilote : IEN-IO Gironde / Coordinateurs FOQUALE LP / CFA

R4 **Renforcer la détection et l'accompagnement des trajectoires de décrochage féminin [COURT TERME]**

↳ L'écart de 2,6 points entre la part des filles dans la file (39,1 %) et dans l'accompagnement MLDS (36,5 %) suggère une sous-détection ou une moindre captation des profils féminins. Une formation spécifique des référents décrochage sur les formes discrètes du décrochage féminin (retrait progressif, grossesse, situations familiales), associée à un protocole de signalement adapté dans les GPDS, permettrait de réduire cet écart. L'objectif cible serait une représentation féminine en MLDS au moins proportionnelle à la part des filles dans la file.
Acteur pilote : Coordonnateurs MLDS / Chefs d'établissement / Référents GPDS

R5 **Désagréger le suivi par ZAP pour identifier les disparités territoriales infra-départementales [MOYEN TERME]**

↳ Les données actuelles sont agrégées au niveau départemental. L'académie de Bordeaux comporte 10 ZAP en Gironde présentant des profils socio-économiques très différents (Bordeaux Centre, Médoc rural, Blaye, Arcachon). Une désagrégation ZAP du taux de détection et du taux de résolution permettrait d'identifier les bassins sous-dotés en offre de solutions et d'orienter en priorité les ressources MLDS vers les ZAP présentant les TCS les plus élevés et les taux de résolution les plus faibles.

Acteur pilote : DEP académique / DSDEN 33 / Responsables FOQUALE ZAP

R6 **Documenter et publier un bilan annuel de résolution au niveau départemental**
[MOYEN TERME]

↳ La Gironde est l'un des rares départements à disposer d'une série mensuelle complète sur les profils de décrochage. Transformer cette richesse en document de pilotage annuel public (ou à usage restreint académique) servirait trois objectifs : valoriser le travail des équipes MLDS et PSAD ; permettre une comparaison inter-annuelle systématique ; et répondre aux exigences de reddition de comptes vis-à-vis des instances nationales et régionales (Région NA, Rectorat, inspection générale). Le présent rapport constitue un premier prototype de ce bilan.

Acteur pilote : DSDEN 33 / IEN-IO / Coordination académique MLDS

8. PERSPECTIVES DE MONITORING RENFORCÉ

8.1 Ce que le dispositif peut mesurer sans coût additionnel

L'analyse présentée dans ce rapport a été produite exclusivement à partir de données agrégées disponibles dans RIO, sans mobiliser de données individuelles ni d'outils spécifiques au-delà d'un tableur. Elle démontre que le système de suivi girondin permet, dès aujourd'hui, de calculer plusieurs indicateurs de pilotage à haute valeur ajoutée qui ne sont pas encore systématiquement exploités.

Indicateur	Calcul	Source	Disponibilité actuelle
Taux de continuité de suivi (TCS)	Repérés N-1 / Stock N-1	RIO mensuel	Calculable immédiatement
Taux de durcissement saisonnier	TCS janv. – TCS oct.	RIO mensuel	Calculable immédiatement
Taux de résolution mensuel	Solutions / Identifiés	RIO + PSAD	Nécessite remontée PSAD mensuelle
Profil LP/LGT de la file résiduelle	LP% en juin - LP% en sept.	RIO mensuel	Calculable immédiatement
Gap genre MLDS	Part filles MLDS - Part filles file	RIO mensuel	Calculable immédiatement
Taux de résolution par ZAP	Solutions ZAP / Identifiés ZAP	SIEI désagrégé	Nécessite désagrégation ZAP

8.2 Vers un tableau de bord de pilotage mensuel

La mise en place d'un tableau de bord mensuel simple, partagé entre la DSDEN 33, la coordination académique MLDS et les responsables de réseau FOQUALE, permettrait d'objectiver le suivi et d'anticiper les tensions capacitaires avant qu'elles ne deviennent critiques. Le tableau de bord minimal requis ne mobiliserait que quatre indicateurs : taille de la file (N), TCS mensuel, portée MLDS, et taux de résolution estimé.

Tableau de bord de pilotage suggéré — fréquence mensuelle

- File active totale (N) — alarme si >5 000 en fin d'année
- TCS mensuel — alarme si >97 % à partir de février

- Portée MLDS (accomp. / file) — alarme si <3 % en décembre
- Taux de résolution estimé (solutions / nouveaux détectés) — seuil cible : >25 %
- Ratio LP/LGT dans la file — alarme si LP > 55 %
- Gap genre MLDS (Δ part filles) — alarme si écart > 3 pp

CONCLUSION

Le dispositif de lutte contre le décrochage scolaire en Gironde présente une architecture institutionnelle robuste et un niveau d'activité de repérage élevé. Les données 2024–25 témoignent d'un effort réel des équipes de terrain et d'une continuité de suivi inter-annuelle qui méritent d'être soulignés.

Cependant, la file active continue de croître — 4 542 jeunes en juin 2025, soit 17 % de plus qu'en septembre — et le taux de portée de l'accompagnement MLDS plafonne à 3,5 %. L'analyse révèle que ce plafond n'est pas un échec d'organisation mais une conséquence directe du dimensionnement des ressources face à une demande structurellement croissante.

La conclusion principale de ce rapport est que le dispositif girondin a atteint la limite de ce qu'une optimisation organisationnelle peut produire sans renforcement des capacités d'intervention. Les six recommandations formulées visent à maximiser l'impact des ressources existantes, notamment par un meilleur pilotage par les données et un ciblage renforcé des sous-groupes les plus persistants (LP sans qualification, profils féminins, résidus de fin d'année).

Sur le plan du monitoring, le présent rapport démontre que la Gironde dispose, avec ses données SIEI mensuelles, d'un potentiel analytique sous-exploité. L'institutionnalisation du Taux de Continuité de Suivi comme indicateur de pilotage constitue la première étape recommandée, car elle est sans coût et immédiatement opérationnelle.

Francisco Martin-Gomez — Chercheur-consultant, IRIT (Toulouse University/CNRS) — f.martingomez@free.fr

Mars 2026 · Rapport produit dans le cadre de la mission d'analyse opérationnelle 2024–25, DSDEN 33 / Rectorat de Bordeaux.

Références

Académie de Bordeaux (2024). Chiffres clés 2024. Rectorat de Bordeaux.

Académie de Bordeaux (s.d.). Lutte contre le décrochage scolaire — dispositifs MLDS et FOQUALE. ac-bordeaux.fr.

Commission européenne (2013). Reducing Early School Leaving: Key Messages and Policy Support. DG Éducation et Culture.

DEPP (2024). Repères et Références Statistiques 2024. Ministère de l'Éducation nationale.

DEPP (2025). En 2023–2024, l'absentéisme touche en moyenne 7 % des élèves du second degré public. Note d'Information n° 25.33.

Eurostat (2024). Early leavers from education and training. Statistics Explained. Commission européenne.

Lyche, C.S. (2010). Taking on the Completion Challenge. OCDE, Document de travail sur l'éducation n° 53.

Martin-Gomez, F. (2025). Taux de continuité de suivi : un indicateur mensuel de persistance du dispositif de lutte contre le décrochage dérivé des données administratives SIEI. Analyse opérationnelle Gironde, DSDEN 33 / Rectorat de Bordeaux.

Meguenine, L. (coord.) (2023 & 2024). Audit institutionnel : politiques de prévention du décrochage et de persévérance scolaire dans les établissements secondaires de Gironde. Rectorat/DASEN, Gironde.

UNESCO (2015). Éducation 2030 : Déclaration d'Incheon et Cadre d'action. UNESCO.

UNICEF (2018). Early Warning Systems for Students at Risk of Dropping Out. UNICEF ECARO.

BROUILLON